

LA PRESSE AFFAIRES

RICHARD SAMANS, DU FORUM ÉCONOMIQUE DE DAVOS

Pour un arbitre international des monnaies

PHILIPPE MERCURE

L'économie mondiale a besoin d'un arbitre pour surveiller les politiques monétaires des pays du globe, a plaidé hier à Montréal le directeur exécutif du Forum économique mondial de Davos, Richard Samans. Et c'est le Fonds monétaire international qui devrait jouer ce rôle.

«C'est une chose de voir le prix des actions fluctuer. Tout le monde devient nerveux quand il regarde son portefeuille et constate d'énormes changements, mais ça reste du papier», a dit hier M. Samans.

«C'est une tout autre histoire de voir d'immenses fluctuations dans les taux de change, a-t-il continué. Parce ce que ce qui se trouve là-dessous, c'est le gagne-pain des travailleurs dans les industries.»

Ses propos rejoindront certainement les travailleurs canadiens qui ont perdu leur emploi à cause de la hausse spectaculaire du dollar canadien.

«Laisser les taux d'échange fluctuer de façon sauvage ou permettre qu'ils soient désalignés de façon importante à long terme revient à dire qu'on est confortable avec l'idée que la com-

pétitivité des emplois de ceux qui gagnent leur vie à produire des biens et des services peut changer radicalement en l'espace de quelques mois ou quelques années.»

De telles affirmations font écho aux inquiétudes qu'ont manifestées récemment la Banque centrale européenne et la Banque du Japon devant les importantes fluctuations des taux de change.

Pour M. Samans, l'arbitre en question est tout désigné. «Le Fonds monétaire international est la seule solution viable», a-t-il tranché hier.

Humaniser le commerce

Cette idée fait partie d'une série de mesures présentées hier par M. Samans pour «humaniser le commerce» et «mettre le libre marché au profit du progrès social». Parmi les autres: des entreprises qui s'impliquent socialement et des filets sociaux qui redistribuent la richesse.

«Les entreprises ont des actifs, des équipements, de l'expertise qui peuvent permettre de régler des problèmes. Choisissez un ou deux atouts (...) et essayez de faire une différence» a-t-il lancé aux gens d'affaires qui écoutaient son

allocution prononcée à l'invitation du Conseil des relations internationales de Montréal.

Pour M. Samans, il est temps d'abandonner la pensée magique qui veut que le seul fait de signer des accords de libre-échange soit suffisant pour faire grimper le niveau de vie des citoyens.

«C'est un peu la religion, la théocratie de l'économie moderne (...). La foi dans ce modèle est si forte que le sentiment est qu'on n'a pas besoin de stratégie pour améliorer les conditions de vie des gens. Le modèle va s'en charger par lui-même.»

Il incite plutôt à coordonner les politiques commerciales, monétaires et d'aide internationale au sein d'une même stratégie plutôt que de les élaborer sans tenir compte des effets de l'une sur l'autre.

«Dans cette vision, l'aide internationale n'est plus seulement un exercice de charité ou une question morale, dit-il. C'est une façon de construire un chemin vers une nouvelle classe moyenne qui produira des consommateurs. Ça devient vraiment un élément stratégique de l'équation.»

M. Samans, qui a déjà conseillé le président Clinton, a admis hier qu'en plus de porter le chapeau de directeur exécutif du Forum économique mondial de Davos, il a présenté hier des idées développées au sein d'un think-tank de Washington «non partisan, mais fondamentalement près des Démocrates» auquel il contribue.

La fin d'une religion

Le Forum économique mondial plaide pour une intégration visant «autant la qualité que la quantité»

ÉRIC DESROSIERS

Les récentes déclarations contre l'ALENA des prétendants à l'investiture démocrate à la Maison-Blanche illustrent bien le degré «de pauvreté» auquel est arrivé le débat sur la mondialisation aux États-Unis comme ailleurs, selon le directeur exécutif du Forum économique mondial, Richard Samans.

Les critiques virulentes exprimées ces dernières semaines par Hillary Clinton et Barack Obama contre l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) doivent être replacés dans le cadre beaucoup plus large du désenchantement populaire à l'égard des retombées promises au fil des ans avec le processus d'intégration économique. «Il faut voir, dans ce contexte, l'ALENA comme une métaphore», a expliqué hier cet ancien conseiller économique du président Clinton à l'occasion d'un déjeuner-causerie organisé par le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM).

Il faut dire que les gouvernements et leurs experts ont longtemps cru que l'intégration économique devait fatalement profiter à l'ensemble des populations, au point d'en faire «une sorte de religion», a admis cet organisateur de la fameuse conférence qui se tient annuellement à Davos, en Suisse. «La foi dans ce modèle a été si grande que personne ne sentait la nécessité de développer des stratégies pour s'assurer que ces retombées positives pour le plus grand nombre aient bel et bien lieu. On pensait que le modèle s'en chargerait tout seul.»

On se retrouve aujourd'hui dans la situation où le mécontentement de la population à l'endroit de la mondialisation est plus élevé que jamais et où les solutions offertes par les acteurs politiques apparaissent bien insuffisantes. «On sent souffler chez les élites un vent de résignation», a déploré Richard Samans. Tous ces penseurs et ces politiciens devraient, au contraire, se mettre à l'ouvrage sans plus tarder afin de trouver des façons d'avoir une intégration visant «autant la qualité que la quantité».

L'État reste le mieux placé pour réduire les impacts négatifs liés à la mondialisation et en répartir les retombées positives

Ces stratégies devraient, selon lui, être centrées sur la promotion de la classe moyenne. Elles devraient porter notamment sur la mise en place de mécanismes permettant de réduire les impacts sociaux, économiques, environnementaux et financiers des importantes transformations en cours. Elles se fonderaient principalement sur l'action des gouvernements nationaux, mais ces derniers auront besoin d'un coup de pouce dans plusieurs pays. Ce coup de pouce pourrait prendre la forme d'une aide financière et technique à l'intention des pays les plus pauvres, mais pourrait venir aussi du Fonds monétaire international (FMI) s'il se décidait enfin à ramener à l'ordre les pays qui, comme la Chine, manipulent leur taux de change pour se donner un avantage. Plusieurs entreprises privées ne demanderaient également pas mieux que d'être mises à contribution, selon Richard Samans.

«Cette question a évidemment une dimension morale, mais il s'agit fondamentalement d'un enjeu économique, a-t-il expliqué en point de presse après son discours. Cette classe moyenne qu'il faut promouvoir fera une bonne clientèle pour les produits canadiens ou américains.»

Le travail de l'État

La conférence de Richard Samans était présentée hier dans le cadre d'un colloque international intitulé «Humaniser le commerce» et organisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) de l'Université du Québec à Montréal. Un grand nombre de participants y ont exprimé à leur tour leur conviction que l'État restait le mieux placé pour réduire les impacts négatifs liés à la mondialisation et en répartir les retombées positives.

Le nombre de pertes d'emplois directement attribuables au commerce dans un pays comme les États-Unis est moins important qu'on ne le pense généralement, a précisé d'entrée de jeu Howard Rosen, expert en la matière au Peterson Institute à Washington. On parle d'à peine 500 000 emplois sur les 16 à 18,5 millions qui sont abolis chaque année pour être remplacés par d'autres.

Sur ces 500 000 travailleurs, près du tiers ne se trouveront cependant pas un autre emploi et 40 % devront accepter des baisses de salaire. «Les impacts négatifs du commerce tendent à être très concentrés sur certaines régions, certaines industries et certains types de travailleurs, alors que les retombées positives sont très largement distribuées, sous forme d'augmentation du pouvoir d'achat ou de croissance économique», a noté l'économiste.

Les pays riches ont chacun leur manière d'aider leur population à s'adapter aux chocs de la mondialisation,

RELIGION

SUITE DE LA PAGE B 1

a dit le politologue belge Philippe Pochet. Ces mécanismes passent principalement par la politique macroéconomique aux États-Unis, par la mise en place d'un filet social en Europe, par les entreprises au Japon ou encore par la politique migratoire en Australie.

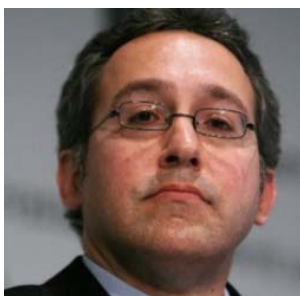
Ces politiques peuvent aussi changer avec l'idéologie des partis politiques au pouvoir, a ajouté Errol Mendes, professeur de l'Université d'Ottawa. «Pour George Bush et Stephen Harper, les mesures d'ajustement se résument aux baisses d'impôt», a-t-il déploré.

On ne saurait suffisamment rappeler les pressions considérables auxquelles sont soumises les politiques publiques des pays en cette ère d'intégration économique et de mobilité financière exacerbées, a souligné l'un des organisateurs de l'événement, le professeur Christian Deblock. La difficulté de mettre en place une politique cohérente est encore plus grande pour les pays pauvres, qui sont aux prises avec un manque chronique de ressources et qui doivent sans cesse composer avec les contraintes imposées notamment par le FMI et la Banque mondiale.

Il faudra peut-être du temps, mais des politiques sociales et économiques plus adéquates finiront, malgré tout, par voir le jour, aussi bien dans les pays les plus pauvres que sous les régimes récalcitrants comme la Chine, a dit Errol Mendes. La pression populaire se fera tout simplement trop forte, pense-t-il.

Richard Samans plaide pour des institutions internationales plus solides

ANNE ROBERT, LESAFFAIRES.COM 8 avril 2008



Richard Samans, directeur exécutif du Forum économique mondial. *Photo: Bloomberg*

Comment concilier libre échange et progrès social? En consolidant les principales institutions internationales qui encadrent les activités économiques et sociales mondiales.

«La conviction quasi-religieuse que le libre-échange entraînerait une hausse du niveau de vie pour tous a été mise à rude épreuve», déclare Richard Samans, directeur exécutif du Forum économique mondial de Davos, de passage à Montréal. «Et si on demande en privé aux décideurs ce qui peut être fait pour y remédier, on se rend compte que ceux qui construisent les politiques se sentent plutôt impuissants face aux inégalités que créent le libre échange», ajoute-t-il.

Or, à son avis, la question des inégalités peut être prise de fond avec des politiques appropriées. Le défi principal consiste à consolider les institutions internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, le Bureau international du travail.

Ainsi le FMI, par exemple, devrait jouer un rôle de premier plan pour empêcher les déséquilibres monétaires qui perturbent les échanges. Il plaide pour un FMI qui lèverait la voix bien plus fort si certains pays décidaient de jouer avec le taux de change pour accumuler des réserves. Il pense aussi que le FMI devrait disposer de davantage de liquidités pour juguler les forces spéculatives sur les marchés des changes afin que les pays ne cèdent pas à la tentation d'accumuler des réserves de changes pour protéger leur monnaie.

Plusieurs autres organisations internationales pourraient apporter un soutien plus efficaces aux pays en développement afin que ces pays mettent en place des politiques sociales efficaces au bénéfice de leurs citoyens.

Pour Richard Samans, il faut que les décideurs s'engagent davantage dans les initiatives pour concilier libre échange et progrès social. À défaut de remettre le progrès social au centre des débats international, le public nourrira durablement un sentiment d'incertitude et d'inconfort par rapport au libre échange.

© 2007 LesAffaires.com

Pour un arbitre international des monnaies

9 avril 2008 - 06h00

La Presse

[Philippe Mercure](#)

L'économie mondiale a besoin d'un arbitre pour surveiller les politiques monétaires des pays du globe, a plaidé mardi à Montréal le directeur exécutif du Forum économique mondial de Davos, Richard Samans. Et c'est le Fonds monétaire international qui devrait jouer ce rôle.

«C'est une chose de voir le prix des actions fluctuer. Tout le monde devient nerveux quand il regarde son portefeuille et constate d'énormes changements, mais ça reste du papier», a dit mardi M. Samans.

«C'est une tout autre histoire de voir d'immenses fluctuations dans les taux de change, a-t-il continué. Parce ce que ce qui se trouve là-dessous, c'est le gagne-pain des travailleurs dans les industries.»

Ses propos rejoindront certainement les travailleurs canadiens qui ont perdu leur emploi à cause de la hausse spectaculaire du dollar canadien.

«Laisser les taux d'échange fluctuer de façon sauvage ou permettre qu'ils soient désalignés de façon importante à long terme revient à dire qu'on est confortable avec l'idée que la compétitivité des emplois de ceux qui gagnent leur vie à produire des biens et des services peut changer radicalement en l'espace de quelques mois ou quelques années.»

De telles affirmations font écho aux inquiétudes qu'ont manifestées récemment la Banque centrale européenne et la Banque du Japon devant les importantes fluctuations des taux de change.

Pour M. Samans, l'arbitre en question est tout désigné. «Le Fonds monétaire international est la seule solution viable», a-t-il tranché mardi.

Humaniser le commerce

Cette idée fait partie d'une série de mesures présentées hier par M. Samans pour «humaniser le commerce» et «mettre le libre marché au profit du progrès social».

Parmi les autres: des entreprises qui s'impliquent socialement et des filets sociaux qui redistribuent la richesse.

«Les entreprises ont des actifs, des équipements, de l'expertise qui peuvent permettre de régler des problèmes. Choisissez un ou deux atouts () et essayez de faire une différence» a-t-il lancé aux gens d'affaires qui écoutaient son allocution prononcée à l'invitation du Conseil des relations internationales de Montréal.

Pour M. Samans, il est temps d'abandonner la pensée magique qui veut que le seul fait de signer des accords de libre-échange soit suffisant pour faire grimper le niveau de vie des citoyens.

«C'est un peu la religion, la théocratie de l'économie moderne (). La foi dans ce modèle est si forte que le sentiment est qu'on n'a pas besoin de stratégie pour améliorer les conditions de vie des gens. Le modèle va s'en charger par lui-même.»

Il incite plutôt à coordonner les politiques commerciales, monétaires et d'aide internationale au sein d'une même stratégie plutôt que de les élaborer sans tenir compte des effets de l'une sur l'autre.

«Dans cette vision, l'aide internationale n'est plus seulement un exercice de charité ou une question morale, dit-il. C'est une façon de construire un chemin vers une nouvelle classe moyenne qui produira des consommateurs. Ça devient vraiment un élément stratégique de l'équation.»

M. Samans, qui a déjà conseillé le président Clinton, a admis hier qu'en plus de porter le chapeau de directeur exécutif du Forum économique mondial de Davos, il a présenté mardi des idées développées au sein d'un think-tank de Washington «non partisan, mais fondamentalement près des Démocrates» auquel il contribue.